

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION BRANDT

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Cette semaine, au cours des entretiens qu'il a eus à Ottawa avec les membres de la commission Brandt, leur a-t-il dit que le gouvernement était d'accord avec la proposition de cette commission qui avait proposé que l'on convoque une conférence mondiale sur les établissements financiers internationaux dans le but de leur donner l'expansion nécessaire pour essayer de résoudre le problème que pose l'aggravation de la crise mondiale de l'endettement?

Est-ce que le ministre a envisagé de s'engager à publier un mémoire sur la stratégie de collaboration économique à adopter par tous les pays, étant donné que la dernière stratégie canadienne de ce genre, qui portait sur les années 1975-1980, est périmée et que rien ne permet de connaître la nouvelle orientation du Canada à cet égard?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député veut parler des discussions que j'ai eues avec les membres de la commission Brandt et plusieurs de ses conseillers spéciaux et de ses invités. Je tiens à dire qu'à ce déjeuner, qui a eu lieu autour d'une très grande table ronde, je n'ai pas reçu de demandes particulières de la part de la commission. Nous avons parlé de diverses questions relatives au dialogue nord-sud, mais je n'ai pas été prié de fournir, au nom du gouvernement, de réponse à des recommandations précises, lesquelles vont sans doute figurer dans un exposé qui sera présenté la semaine prochaine, peut-être, et publié dans six ou huit semaines.

Lorsque je les ai rencontrés, ils n'avaient pas terminé la rédaction de leurs conclusions, ce qui fait qu'ils ne m'ont rien demandé de précis dans le genre de ce que le député a mentionné.

LA NOMINATION DU PRÉSIDENT DE L'ACDI

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, peut-être que le premier ministre voudrait répondre à la deuxième partie de ma question concernant la nécessité d'établir une stratégie sur la coopération au développement international. Notre principal organisme à cet égard, l'ACDI, est sans président depuis sept semaines, M. Marcel Massé ayant été muté ailleurs. Le ministre pourrait-il nous indiquer la raison de cette longue attente? A quel critère devra répondre le nouveau président de l'ACDI, compte tenu du fait que l'organisme traverse la période la plus cruciale de toute son histoire, alors que les besoins sont plus grands que jamais et que les ressources du Canada, elles, n'ont jamais été aussi limitées.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le critère par excellence serait d'avoir assez d'ingéniosité pour trouver des solutions aux problèmes signalés par le député, même s'il en a profité pour y glisser quelques allégations non fondées sur le rôle et la participation du Canada.

Questions orales

QUESTIONS OUVRIÈRES

ON DEMANDE QUE DES MESURES SOIENT PRISES POUR CRÉER DES EMPLOIS

M. Cyril Keeper (Winnipeg-St. James): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre, puisqu'elle porte sur les priorités du gouvernement. Il sait maintenant que la liste des prestataires du bien-être social au Canada s'allonge indéfiniment. En Colombie-Britannique, une personne sur treize dépendra du bien-être social d'ici la fin de l'hiver. Au Québec, le nombre des prestataires augmente deux fois plus vite qu'ailleurs. Les municipalités canadiennes comptent de plus en plus d'indigents. A Winnipeg, leur nombre a augmenté de 131 p. 100 par rapport à l'année dernière. Nous avons maintenant des soupes populaires. Devant ce problème, les programmes gouvernementaux font figure de pâte molle.

● (1450)

Quand donc le premier ministre envisage-t-il de redonner du travail aux Canadiens plutôt que de les obliger à recourir à l'aide sociale, étant donné qu'il a lui-même convenu, lors du congrès libéral du 5 novembre, qu'il fallait implanter à l'échelle du Canada un programme de travaux publics?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, si cette question préoccupe le député autrement que pour la forme, il saura que le ministre des Finances rencontre aujourd'hui ses homologues provinciaux afin de débattre de ce problème épineux qui nous afflige.

LE PROGRAMME DE TRAVAUX PUBLICS

M. Cyril Keeper (Winnipeg-St. James): Madame le Président, je sais très bien que le ministre des Finances confère avec ses homologues des provinces. Je veux savoir quelle est la position du gouvernement fédéral. Les hauts fonctionnaires qui se rendaient à la réunion fédérale-provinciale ont reconnu que l'économie pouvait maintenant supporter un programme complet de travaux publics. Pourquoi le premier ministre ne réalise-t-il pas le programme de travaux publics qu'il a promis lors du congrès libéral pour renouveler l'infrastructure dans toutes les localités canadiennes et donner du travail aux Canadiens au lieu de les laisser dépendre de l'assistance publique?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, depuis que le ministre des Finances a fait son exposé en octobre, nos ministres rencontrent leurs homologues provinciaux justement pour discuter des moyens par lesquels nous pourrions aider à la création d'emplois dans les domaines qui relèvent en partie de la compétence provinciale. Les entretiens qui se poursuivent s'avèrent déjà fructueux. Je répète que les ministres des Finances se réunissent aujourd'hui pour discuter justement de ces questions.